

Le Bureau du Congrès

**CG-BUR(2020)33-23<sup>1</sup>**  
28 mai 2020

## Candidats pour le Prix Nord-Sud 2020

*Document soumis pour décision au Bureau du Congrès le 9 juin 2020*

---

<sup>1</sup> Ce document a été classé confidentiel jusqu'après son examen par le Bureau du Congrès.

## Prix Nord-Sud 2020

Le Prix Nord-Sud est attribué par le Centre Nord-Sud tous les ans à deux candidats (de préférence un du Nord et l'autre du Sud en respectant le principe de parité autant que possible). Le Prix récompense leur engagement en faveur de la défense et de la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie pluraliste, du développement du dialogue interculturel et du renforcement du partenariat et de la solidarité Nord-Sud, conformément aux buts et priorités du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Le Congrès, partie prenante institutionnelle du Centre Nord-Sud, est invité à suggérer des candidats pour l'attribution du Prix Nord-Sud 2020.

### Liste des nominations proposées

#### 1. Yvonne AKI-SAWYERR, maire de Freetown, Sierra Leone

Yvonne AKI-SAWYERR est devenue la deuxième femme maire de Freetown le 7 mars 2018. En 1999, elle cofonde la *Sierra Leone War Trust* (SLWT) qui soutient les jeunes défavorisés de la Sierra Leone et reste encore aujourd'hui membre du Conseil d'administration. Elle s'est engagée contre la crise de l'Ebola en Sierra Leone en tant que responsable de la planification au *National Ebola Response Center* (NERC). Pour cet engagement, elle reçoit la Médaille d'or de l'Ebola en décembre 2015 par le Président de la Sierra Leone, Ernest Bai Koroma, et est faite Officier de l'Ordre de l'Empire Britannique par la Reine Elizabeth II en 2016.

Cette expérience lui permet de réagir rapidement à la crise du Coronavirus. Elle reste confinée 14 jours après un voyage au Royaume-Uni pour montrer l'exemple, puis se rend sur les marchés pour distribuer masques et produits sanitaires afin de "donner les moyens" de la prévention à ses administrés, dont la moitié n'a pas accès à l'eau courante. La ville a également mis en place des installations spéciales pour le lavage des mains dans les lieux publics. Yvonne AKI-SAWYERR essaie également de réduire le fardeau financier pour les plus pauvres via des abattements fiscaux et un certain nombre de mesures de sécurité alimentaire. Elle fait partie du *Mayors Migration Council*, dans le cadre duquel elle plaide et œuvre pour la création de villes résilientes qui offrent des opportunités pour tous, en ligne avec les Objectifs de développement durable. Enfin, sous son mandat, la ville de Freetown s'engage contre le réchauffement climatique en ciblant deux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre : assainissement et transport.

#### 2. Mohamed BOUDRA, maire d'Al Hoceima, Maroc

Docteur en médecine, Mohamed BOUDRA devient maire d'Al Hoceima en 2003 et est successivement réélu en 2009 et 2015. Il est président de la région Taza-Al Hoceima-Taounate de 2009 à 2015 et membre de la Chambre des représentants entre 2011 et 2016. Il a également été co-président de l'Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne (ARLEM). Depuis 2013, il est président de l'Association marocaine des Présidents de Conseils Communaux (AMPCC) en plus d'être Vice-Président de la délégation marocaine de Partenaire pour la démocratie locale auprès du Congrès. Au cours de ses différents mandats, Mohamed BOUDRA s'est efforcé d'œuvrer en faveur d'une coopération méditerranéenne forte, en faveur de l'égalité des genres, de la démocratie et solidarité.

Pendant la crise du Coronavirus et dans le cadre de son mandat de président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Mohamed BOUDRA a adressé un message de solidarité et de soutien à l'ensemble des acteurs locaux soulignant la nécessité d'un dialogue et d'une coopération étroite entre toutes les autorités locales afin de tirer parti de l'expérience de chacune d'elles. En outre, il déclare que "les maires du monde s'efforcent de s'adapter à la situation et de répondre aux besoins de leurs citoyens en cette période de crise sanitaire, [...] Demain, nous ne parlerons plus de migrants mais de citoyens des villes. Les touristes en détresse, les travailleurs migrants et les sans-papiers vivent la pandémie au sein des communautés d'accueil et sont traités de la même manière face à la pandémie".

#### 3. Soham EL WARDINI, maire de Dakar, Sénégal

Soham EL WARDINI est maire de la ville de Dakar depuis 2018, et Vice-Présidente pour la région Afrique de l'Ouest de CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis). Elle met en place une stratégie municipale de réponse venant ainsi en appui à l'effort entrepris par le Sénégal dans la lutte contre

l'infection au coronavirus. Elle a à ce titre débloqué une somme de 100 millions de francs CFA remise le 17 mars 2020 au ministre en charge de la Santé et de l'Action sociale. Elle a également décidé de désinfecter les marchés, les lycées et les collèges et autres lieux publics, d'appuyer l'Etat dans la communication de masse et de mettre l'ancien Centre de Dialyse à la disposition de l'Etat. Elle a lancé un appel à l'ensemble des maires des communes qui composent la ville de Dakar à se joindre à l'effort collectif, et invite les régies publicitaires à s'impliquer dans le cadre du déploiement de la communication destinée à l'ensemble des citoyens de la ville.

Elle agit également pour transformer Dakar en ville écologique. Dans cette optique, elle aimerait que son projet soit un moyen de « sensibiliser et mobiliser des acteurs locaux autour des enjeux climatiques avec identification des initiatives innovantes au niveau communautaire pour le partage, la promotion de bonnes pratiques au niveau national et sous régional. ». En avril 2019, elle a lancé l'opération « zéro déchet » et a annoncé mettre des agents de sécurité de proximité à contribution pour le suivi de l'opération. À la même période, avec l'aide du gouvernement sénégalais, elle a également commencé le désencombrement du centre-ville de Dakar.

#### 4. **Fatna LKHIYEL**, Présidente du conseil communal d'Arbaoua, Maroc

Fatna LKHIYEL est Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, chargée de l'Habitat. Elle est médecin spécialiste en santé publique de formation. Elle a été membre du bureau politique du parti Mouvement Populaire, et a travaillé comme conseillère au programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA) au Maroc de 2000 à 2002. Elle a par ailleurs exercé comme députée parlementaire durant trois mandats : 2002-2007 / 2007-2011 / 2011-2016. Elle a également été vice-présidente à la Chambre des Représentants de 2003 à 2008, ainsi que présidente de la Commission des Secteurs Sociaux à la Chambre des Représentants de 2011 à 2016.

Elle travaille comme conseillère communale depuis 1997 et est membre du conseil provincial de Kénitra depuis 2003. Elle a été vice-présidente puis Présidente du conseil communal d'Arbaoua depuis 2009, ainsi que vice-présidente de l'assemblée régionale et locale Euro-méditerranéenne (ARLEM). Elle est actuellement membre de la délégation marocaine de Partenaire pour la démocratie locale auprès du Congrès et de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Elle a été élue première vice-présidente du Réseau des Femmes Elues Locales Africaines (REFELA) en novembre 2018, fonction lui permettant d'œuvrer au renforcement des droits des femmes au Maroc et en Afrique plus généralement (objectif de développement durable 5). A ce titre, elle a été amenée à animer plusieurs séminaires à destination d'élues territoriales sur les thèmes de l'égalité du genre et autonomisation des femmes.

#### 5. **Eric PIOLLE**, maire de Grenoble, France

Éric PIOLLE est maire de Grenoble depuis 2014, et à ce titre le premier maire écologiste d'une grande ville française. Il est ingénieur de formation et membre d'Amnesty International depuis le lycée. Il a notamment milité au sein d'associations de soutien scolaire et de défense des enfants de familles sans papiers. Il a été licencié de chez Hewlett-Packard en 2011 pour avoir refusé de mettre en place un plan de délocalisation. Il est le co-fondateur de "Roosevelt 2012", un collectif citoyen dont l'objectif est d'élaborer une nouvelle société, lutter contre le chômage et créer une Europe Démocratique. Il a été conseiller régional de Rhône-Alpes de mars 2010 à avril 2014. En 2015, il participe au mouvement d'accueil des réfugiés en ouvrant une plateforme de coordination pour recueillir les propositions d'accueil et d'aide des habitants, des associations et des œuvres de charité. En 2017, la Commune de Grenoble expérimente l'occupation gratuite et temporaire de logements vides promis à la démolition par des SDF. En 2018, il remet la médaille de la ville de Grenoble à Cédric Herrou, agriculteur condamné pour délit de solidarité pour avoir aidé des migrants. Il est arrivé en tête des élections municipales de cette année avec 46.67% des suffrages exprimés.

Il a participé au mois d'avril 2020 à une session d'apprentissage de CGLU concernant la pertinence des réponses inclusives à la pandémie de COVID-19. Il y déclare : « *La ville de Grenoble est une terre de refuge et de sécurité et malgré la crise, nous souhaitons apporter cette ouverture d'esprit.* » Il est membre de l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), et a signé une lettre ouverte datant du 25 avril adressée au Président de la République et demandant la régularisation des sans-papiers bloqués en France pendant le confinement.

## **6. Raphaël PITTI, conseiller municipal de Metz, France**

Né en 1950, Raphaël PITTI est anesthésiste-réanimateur et professeur agrégé de médecine d'urgence. En 1996, il devient expert auprès de l'OTAN. En 2007, il monte un service de réanimation à la polyclinique de Gentilly, à Nancy. En 1990, il enchaîne les missions au Tchad, dans les Balkans et lors de la guerre du Golfe avant de rejoindre l'hôpital militaire Legouest, à Metz. Depuis 2012, il a mené plus de 20 missions médicales d'urgence en Syrie où il forme les soignants pour l'ONG française et internationale, l'Union des Organisations de Secours et Soins Médicaux (UOSSM). Cette ONG a pour but de garantir aux populations touchées par la guerre en Syrie et dans les pays limitrophes, et aux réfugiés Rohingyas au Bangladesh, un accès permanent à des soins de santé de qualité et gratuits. En 2018, il raconte son expérience dans le livre *Va où l'humanité te porte* (éditions Tallandier). En 2014, il est élu conseiller municipal de Metz, délégué à l'urgence sociale, humanitaire et sanitaire sur la liste du maire socialiste Dominique Gros. En décembre 2017, face au traitement qu'il considère indigne des migrants en France, il rend sa promotion d'officier de la Légion d'honneur. Il est candidat aux élections municipales en 2020 (Liste EELV de Xavier Bouvet) et s'engage, lors de cette campagne, en faveur du climat et de la justice sociale.

Membre de l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), il a signé et partagé le 26 avril une lettre ouverte adressée au Président de la République demandant la régularisation des sans-papiers bloqués en France pendant le confinement. Il milite sur les réseaux sociaux et dans les médias pour alerter sur la situation d'abandon des camps en Syrie face au COVID-19. Il a été actif depuis le début de la crise sanitaire et a travaillé en première ligne dans les hôpitaux du Grand Est.

## **7. Fatma SAHIN, maire de Gaziantep, Turquie**

Fatma SAHIN est élue maire de la métropole de Gaziantep en 2014, puis réélue en 2019. En 2002, elle devient la première femme turque membre de la Grande Assemblée Nationale de Turquie de Gaziantep et du sud-est de l'Anatolie. Elle devient également, en 2011, ministre de la Famille et des politiques sociales. Depuis 2018, elle est la première femme présidente de l'Union des Municipalités de Turquie. Au niveau international, Fatma SAHIN a été vice-présidente de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), présidente de Cités et gouvernements locaux unis - Section Moyen-Orient et Asie de l'Ouest (CGLU-MEWA) et du Forum des maires d'Asie, ainsi que vice-présidente du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE). Elle a été la première femme politique turque à participer au Forum économique mondial de Davos.

Fatma SAHIN est activement impliquée dans de nombreux domaines politiques parmi lesquels la protection des conditions et l'inclusion sociale et économique des plus de 400 000 réfugiés syriens présents à Gaziantep – par le biais du Centre Paix et Art de Gaziantep – et la prévention des mariages d'enfants. Elle a ainsi permis l'empêchement de mariages précoces de 42 filles en leur offrant la possibilité de poursuivre leur éducation grâce au projet "Don't Marry Her Off, Send Her to School" en collaboration avec l'UNICEF. Elle s'engage également pour la promotion de l'inclusion sociale dans les processus de prise de décisions via les conseils municipaux informels, les assemblées des enfants, des jeunes, des femmes et des personnes handicapées. Elle s'est également engagée contre la violence à l'égard des femmes et les violences domestiques en facilitant la ratification par la Turquie de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe.

En 2016, Fatma SAHIN a été nommée pour le Prix Nobel de la Paix pour son action en faveur des réfugiés syriens. Elle obtient un an plus tard, le prix Minerva dans la section "Femmes dans le monde". C'est la première femme turque à obtenir le prix. En 2019, elle reçoit le prix du "Maire métropolitain de l'année" lors de la 10e édition des Bukhara Media Awards.

## **8. Carlo SOMMARUGA, conseiller d'Etat pour le canton de Genève, Suisse**

Carlo SOMMARUGA est élu conseiller d'Etat pour le canton de Genève en 2019, au côté de Lisa Mazzone. Parmi les engagements pris, le climat et l'ouverture internationale et solidaire sont les axes majeurs. Carlo SOMMARUGA s'engage sur plusieurs terrains : dès les années 1980, il est responsable de la campagne de boycott des banques impliquées en Afrique du Sud, au sein du Mouvement Anti-apartheid de Suisse et Secrétaire syndical au Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT), puis préside l'ONG Genève Tiers-Monde entre 2001 et 2006. En 2013, il dépose l'initiative parlementaire "Pour une protection des lanceurs d'alerte en matière de violation de l'Etat de droit, des droits démocratiques et des droits des citoyens". Carlo SOMMARUGA s'engage en faveur des migrants

en apportant son soutien à l'opération humanitaire de sauvetage des migrants Migrant Offshore Aid Station (MOAS) en Méditerranée et en signant l'Appel pour une nouvelle solidarité dans le monde méditerranéen et euro-arabe, au côté d'autres personnalités politiques, comme Enrico Letta. En 2017, il réaffirme son engagement pour une solidarité Euro-Méditerranéenne-Arabe avec la proposition pour un nouveau «Partenariat Euro-Méditerranéen-Arabe de Coopération et de Sécurité» (PEMACS).

Carlo SOMMARUGA a également présidé le Conseil de fondation du Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix (CIFEDHOP) et a siégé au comité du conseil de fondation de Swissaid. En 2020, il préside l'Association suisse des locataires (ASLOCA) et dans la lignée de cet engagement, il demande la protection des locataires commerciaux et individuels pendant la crise du Coronavirus (extension du délai de paiements pour les loyers, exonération des loyers d'avril).

## ANNEXE

### Éditions passées : Candidats proposés par le Congrès et lauréats du Prix Nord-Sud

#### Édition 2019 :

##### Candidats proposés par le Congrès :

- **Mme Nabila HAMZA**, Vice-Présidente de la municipalité de La Marsa, Tunisie
- **M. Leoluca ORLANDO**, Maire de Palerme, Italie

##### Lauréats :

- **Mme Nabila HAMZA**, Vice-Présidente de la municipalité de La Marsa, Tunisie
- **M. Leoluca ORLANDO**, Maire de Palerme, Italie

#### Édition 2018 :

##### Candidats proposés par le Congrès :

- **Mme Célestine KETCHA COURTES**, Maire de Bangangté, Cameroun
- **M. Damien CARÊME**, Maire de Grande-Synthe, France

##### Lauréats :

- **Mme Jaha DUKUREH**, Fondatrice et directrice de l'organisation « Safe Hands for girls», Gambie
- **M. Damien CARÊME**, Maire de Grande-Synthe, France

#### Édition 2017 :

##### Candidats proposés par le Congrès :

- **Mme Abba AL HAJAIA**, Conseillère municipale à Tafila, Jordanie
- **M. Hans BONTE**, Maire de Vilvoorde, Belgique

##### Lauréats :

- **Mme Kristiina KUMPULA**, Secrétaire générale de la Croix-Rouge finlandaise, Finlande
- **Dr Abbas GULLET**, Secrétaire général de la société de la Croix-Rouge du Kenya, Kenya

#### Édition 2016 :

##### Candidats proposés par le Congrès :

- **Mme Giuseppina Maria NICOLINI**, Maire de Lampedusa, Italie
- **M. Giorgios KAMINIS**, Maire d'Athènes, Grèce

##### Lauréats :

- **Mme Giuseppina Maria NICOLINI**, Maire de Lampedusa, Italie
- **Mme Mbarka BRAHMI**, membre du Parlement tunisien et fondatrice du 'Centre Brahmi pour la paix et la solidarité', Tunisie

#### Édition 2015 :

##### Candidats proposés par le Congrès :

- **Mme Giuseppina Maria NICOLINI**, Maire de Lampedusa, Italie
- **M. Mustapha ABDI**, Maire de Kobané, Syrie

**Lauréats :**

- **Mme Lora PAPP**A, Fondatrice de METAdrasi, Grèce
- **M. Joaquim Alberto Chissano**, membre fondateur du front de libération du FRELIMO, Mozambique